

VISITE D'ÉTUDE VIRTUELLE

L'AAD, LA PSDC ET LE BREXIT

Le voyage d'étude virtuel de l'Association des anciens députés en Macédoine du Nord constituait pour moi une expérience inédite. En cette période de pandémie, j'avais certes déjà participé à des conférences «en ligne», mais jamais à un voyage d'études virtuel proposant un programme complet avec visite de musée.

Nos interlocuteurs nous parlaient depuis Skopje. Hans-Gert Pöttering, le chef de la délégation, se trouvait à Bruxelles. Les autres participants, dont plusieurs Britanniques, étaient en télétravail aux quatre coins de l'Europe. Contrairement aux visites de délégations physiques, il n'était nullement besoin de se déplacer entre les différents ministères, ce qui a permis d'enchaîner les nombreux entretiens. Nous avons notamment pu nous entretenir avec le président Stevo Pendarovski, le ministre des Affaires étrangères Bujar Osmani, ainsi qu'avec d'autres représentants du parlement et de la société civile. Nous avons également participé à une discussion avec des étudiants de l'université de Skopje.

La question de la période post-Brexit figurait en bonne place parmi les sujets abordés. Il se trouve que le président Pendarovski a consacré une thèse de doctorat à la politique de sécurité et de défense commune, ce qui a suscité beaucoup d'intérêt. J'ai moi-même publié un ouvrage sur le sujet, avec une contribution de Hans-Gert Pöttering. Il s'est ensuivi un débat sur l'Union européenne de la défense et le Brexit, sujet particulièrement actuel. Les lignes qui suivent rapportent ma contribution à ce débat.

Jusqu'à présent, le Royaume-Uni est surtout apparu comme un frein au projet d'une politique européenne de

sécurité et de défense autonome. Lors des travaux de la sous-commission de la sécurité et de la défense du Parlement européen, mise en place en 2004, mon collègue Geoffrey van Orden, député du parti conservateur britannique chargé des questions de sécurité a toujours soutenu que la mise en place d'une politique de sécurité et de défense commune était une mauvaise idée, et qu'elle engendrerait des chevauchements inutiles. L'opposition du Royaume-Uni a été particulièrement sensible lors la mise en place de l'Agence européenne de défense, visant à coordonner l'action des États membres sur les questions d'armement et de recherche en matière de défense.

Avec le départ des Britanniques, on pourrait s'attendre à ce qu'un obstacle majeur au développement d'une politique de sécurité et de défense commune soit levé. Pourtant, à ce jour, rien de tel n'a été observé.

Si l'on évalue correctement les priorités actuelles et la situation de l'Union, il apparaît clairement qu'en matière de défense, il n'est possible d'avancer qu'à petits pas.

Dans cette perspective, il serait envisageable de poursuivre le développement de l'Agence européenne de défense, fondée en 2004, afin d'encourager la passation conjointe de marchés et la recherche commune en matière de défense. Le président Trump exerce actuellement de fortes pressions sur les membres de l'OTAN pour qu'ils augmentent leurs dépenses consacrées à la défense. J'y vois le risque de nombreux chevauchements – non pas entre l'OTAN et l'Union, mais entre les 27 États membres –, si chacun agit sans concertation avec ses voisins européens. L'Agence doit contribuer

à la création d'un marché unique européen en matière de défense, et permettre un usage raisonné des crédits du Fonds européen de la défense récemment mis en place. Pour permettre à l'Agence européenne de défense de jouer pleinement ce rôle, il est nécessaire de renforcer ses moyens. Lors de la discussion sur le Brexit, des voix de Grande-Bretagne ont fait part d'un intérêt soudain pour l'idée de s'associer à l'Agence européenne de défense. Cette position va pourtant à l'encontre du fait que le Royaume-Uni, fidèle à la tradition de sa politique extérieure, n'aura jamais intérêt à ce qu'émerge un consensus viable en Europe continentale.

Nigel Farage, l'un des artisans du Brexit, a formulé cet objectif avec une belle sincérité: «Après le Brexit, a-t-il déclaré lors d'une discussion avec Michel Barnier, il n'y aura plus d'Union européenne». Ce franc-parler diffère certes du discours tenu actuellement par Boris Johnson, mais il résume bien l'essence même de la politique étrangère britannique depuis quatre siècles: les intérêts du Royaume-Uni perdurent mais pas ses alliés.

L'AED et les autres institutions de la PESD n'ont de sens qu'en tant qu'instruments d'une politique étrangère et de sécurité globale pour l'Union européenne. Après le Brexit, l'Union se fait désormais à 27. Il ne sera dès lors plus possible ni souhaitable d'accorder au Royaume-Uni un statut d'exception dans les organes de décision de la politique de sécurité et de défense commune.

Karl von Wogau
 Allemagne, PPE-DE (1979-2004)
 kwogau@aol.com

EN MACÉDOINE DU NORD

LA MACÉDOINE DU NORD AU CŒUR DES BALKANS

Après un différend long de trente ans, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Grèce ont conclu l'accord de Prespa, qui consacre le nom de «Macédoine du Nord». Telle était la dernière condition préalable à l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union. Récemment, toutefois, la Bulgarie a bloqué la Macédoine du Nord car elle conteste l'existence d'une langue macédonienne et refuse de reconnaître la minorité macédonienne en Bulgarie. C'est pour cela que l'AAD avait prévu une délégation en Macédoine du Nord, qui, en raison de la COVID-19, a été la première délégation virtuelle de l'AAD. La réunion s'est déroulée sans qu'il y ait de problèmes de communication. Les plus hauts représentants politiques de la Macédoine du Nord ont exposé les défis qui se posent et ont fait part d'une volonté forte et d'un engagement national en faveur de l'adhésion à l'Union.

Une perspective historique permet de mieux comprendre la situation peu enviable que connaît ce jeune pays situé au cœur des Balkans. Avant la Première Guerre mondiale, le territoire a appartenu à la Bulgarie pendant des décennies. C'est après la guerre qu'a été fondé le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (ou Royaume SHS), qui incluait la Macédoine. Mais

celle-ci était divisée entre le Royaume en question et la Grèce. À l'époque déjà, Belgrade (qui allait devenir la capitale de Yougoslavie) interdisait l'utilisation du nom «Macédoine» et de la langue macédonienne. Après la Seconde Guerre mondiale et la constitution de la République fédérale de Yougoslavie, la Macédoine est devenue l'une des six républiques et le macédonien est devenu sa langue officielle en 1952. Nous qui faisons partie de la génération de Slovènes nés après la guerre, nous pouvons comprendre et parler les langues des autres anciennes républiques de Yougoslavie, à l'exception de la langue macédonienne, qui a toujours été différente et, en grande partie, incompréhensible pour nous. Les républiques ont noué une coopération économique entre elles, selon un système d'autogestion dirigé par le parti communiste depuis Belgrade. Dans le processus d'indépendance de 1991, la Macédoine a été la seule république à obtenir son indépendance sans guerre, mais pendant trois décennies, elle est demeurée un petit pays doté d'une puissance militaire modeste et d'un PIB relativement faible, et coincé entre des pays liés historiquement. Les pressions exercées sur ce territoire ont plusieurs origines. La Serbie avec ses aspirations historiques de «Grande Serbie», qui ont largement contribué à l'éclatement de la Yougoslavie; la Grèce, avec une histoire qui s'échelonne sur deux millénaires et Alexandre Le Grand, qui a étendu son empire de la Macédoine jusqu'aux frontières de l'Inde; et la Bulgarie qui, historiquement parlant, a abrité la Macédoine sur son territoire pendant quarante ans. Puis, il faut aussi tenir compte des craintes des Macédoniens d'être «submergés» par

les Albanais.

La Macédoine du Nord est de nouveau tiraillée par des divisions au cœur des Balkans, et elle est également affectée par des désaccords, notamment entre la Serbie et le Kosovo, ou entre la Grèce et Chypre. Toutefois, sa stratégie consiste à rechercher des solutions pacifiques par la voie diplomatique. La Macédoine du Nord fait remarquer que, bien que la Grèce ait fait obstacle à sa candidature d'adhésion à l'Union, aucun incident n'a été à déplorer.

La Slovénie et la Macédoine du Nord ont toujours entretenu de bonnes relations politiques et économiques, et c'est toujours le cas aujourd'hui. Stevo Pendarovski, président de Macédoine du Nord, a déclaré que la Slovénie et la Croatie étaient les exemples à suivre sur la voie de l'adhésion.

La Macédoine du Nord est un pays exportateur de vin de qualité, de légumes et de fruits. La coopération économique dans la région se déroule indépendamment des obstacles individuels et des conflits politiques. Le patrimoine culturel et naturel ainsi que l'hospitalité des habitants méritent le détour. Cette expérience au cœur des Balkans est inoubliable. L'intégration à l'Union peut apporter à la Macédoine du Nord entre autres la liberté de circulation, que ceux qui ont connu le Rideau de fer ne manqueront pas d'apprécier.



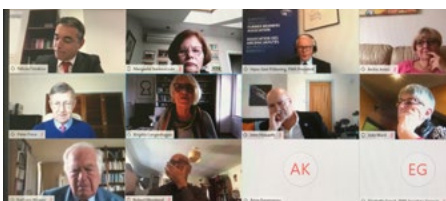
S.E. M. Stevo Pendarovski, Président de la Macédoine du Nord, pendant la réunion virtuelle

Zofija Mazej Kukovič
Slovénie, PPE-DE (2011-2014)
zofija.mazejkukovic@gmail.com

LE BUDGET DE L'ADHÉSION À L'UE EN MACÉDOINE DU NORD

«L'histoire de notre pays est riche, trop riche. Ce qu'il nous faudrait, c'est un peu plus d'avenir», a affirmé Nicola Dimitrov, vice-Premier ministre chargé des affaires européennes, lors d'une visite d'étude virtuelle de l'Association des anciens députés au Parlement européen en Macédoine du Nord. Je l'avais déjà entendu tenir ces propos à Skopje, lors d'une réunion de la commission parlementaire mixte avec le gouvernement de l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Ces deux phrases résument parfaitement la dynamique politique de la Macédoine du Nord et de son long parcours pour adhérer à l'Union européenne.

Un accord ambitieux et politiquement courageux entre l'ex-Premier ministre grec Alexis Tsipras et son homologue de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, Zoran Zaev, a dressé un plan pour lever progressivement les obstacles de longue date aux négociations d'adhésion. Contre toute attente, l'accord de Prespa a été ratifié et la constitution de l'ancienne République yougoslave de Macédoine a été dûment amendée pour renommer le pays «Macédoine du Nord». Ce qui a ouvert la voie à une amélioration des relations avec la Bulgarie et à l'adhésion à l'OTAN le 27 mars. Les efforts consentis pour surmonter ces épineux obstacles politiques méritent une récompense.



Un moment de la réunion virtuelle avec S.E. M. Nikola Dimitrov, vice-premier ministre pour les affaires européennes

Néanmoins, le chemin de l'adhésion à l'Union européenne est encore long. Des changements radicaux des normes de la gouvernance, de l'économie et de l'état de droit sont nécessaires pour que cette adhésion devienne réalité et le calendrier s'étale non pas sur plusieurs mois, mais sur plusieurs années. Le défi, pour l'Union européenne et la Macédoine du Nord, est de garantir des avancées concrètes et durables. D'après les sondages actuels, 83 % des habitants sont favorables à l'adhésion à l'Union européenne, mais un manque de progrès pourrait miner le soutien et l'enthousiasme de la population. Tant que la suppression des obstacles à toute avancée relevait uniquement du bon vouloir des Balkans occidentaux, l'Union européenne avait de bonnes excuses. Maintenant, elle doit faire preuve de volonté politique et concrétiser sa stratégie pour les Balkans occidentaux.

Le budget de l'Union européenne sera un instrument important pour garantir l'avancée du processus d'adhésion rendre ses avantages plus concrets. La priorité du gouvernement de la Macédoine du Nord est l'amélioration des infrastructures. Peu de routes mènent aux capitales des pays voisins, et elles sont souvent tortueuses. De meilleures liaisons avec les capitales et principaux centres urbains des pays voisins, Tirana, Sofia et Thessalonique, sont les moteurs les plus évidents, en matière de performance économique, d'une utilisation efficace des fonds d'adhésion européens.

La deuxième priorité est l'infrastructure numérique. En Macédoine du Nord, les dirigeants ont adopté une approche des technologies qui s'appuie largement sur l'expérience de l'Estonie et d'autres petits États

membres de l'Union européenne. L'Union européenne aurait de bonnes raisons d'apporter un financement d'adhésion direct pour encourager cette stratégie. La Macédoine du Nord peut devenir une économie numérique performante, mais pour ce faire, elle doit réaliser d'importants progrès en matière de cybersécurité. Il va de soi qu'il est de l'intérêt de l'Union d'aider un potentiel État membre à développer une infrastructure numérique sûre. La troisième priorité doit être l'investissement dans la culture et l'éducation, grâce à une nette augmentation des financements liés à des programmes tels que le programme Erasmus+, mais aussi Horizon et Europe créative. Les investissements numériques et la création de possibilités pour les jeunes citoyens opèrent en réelle synergie pour susciter l'enthousiasme de ces derniers pour l'Union européenne, qui leur offre des perspectives d'avenir. La réalisation de progrès économiques et sociaux concrets en Macédoine du Nord et en Albanie grâce aux fonds européens de pré-adhésion non seulement est importante pour les habitants du pays, mais elle envoie aussi un message clair aux autres pays des Balkans occidentaux qui aspirent à adhérer à l'Union européenne: si vous réalisez les changements nécessaires, vous obtiendrez de réelles avancées. La Macédoine du Nord a parcouru un long chemin depuis l'accord de Prespa. Maintenant, il lui faut des investissements pour arriver jusqu'à Bruxelles.

John Howarth
Royaume-Uni, S&D (2017-2020)
john@pwbpolicy.com

LA SITUATION DE L'ÉTAT DE DROIT EN MACÉDOINE DU NORD

Pendant près de dix ans, entre 2006 et 2016, la démocratie en Macédoine du Nord a été gravement menacée. Durant cette période, le système judiciaire, le ministère public, la police et les médias étaient sous le contrôle de l'ancien gouvernement, du parti VMRO-DPMNE au pouvoir, et de l'ex-Premier ministre Nikola Gruevski. Après le scandale des écoutes téléphoniques en 2015 et la divulgation de conversations enregistrées, la Commission européenne a qualifié, en 2016, le pays de lieu de «capture de l'État et des institutions». Les principales caractéristiques de cette capture de l'État de droit et du système judiciaire étaient les relations de clientélisme entre la justice et les élites politiques, la manipulation du système informatique de gestion des affaires juridiques, le maintien de l'impunité absolue des hommes politiques dans un contexte de corruption politique accrue, le recours abusif à l'amnistie, le fait que les procureurs n'étaient pas réellement tenus de rendre des comptes, les pressions politiques exercées sur la police dans les premières phases des procédures pénales, le détournement des institutions et l'absence de réformes claires et durables du système judiciaire, du ministère public, de la police et des services secrets. Aujourd'hui, bien que l'Organisation révolutionnaire macédonienne intérieure - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO-DPMNE) ne soit plus au pouvoir et que son chef, l'ex-Premier ministre Nikola Gruevski, ait été accueilli, dans son exil, par la Hongrie de Viktor Orbán, il reste des traces de cette «capture de l'État» dans le système judiciaire, le ministère public et la police. Nous



Fani Karanfilova-Panovska pendant son intervention lors de la visite d'étude virtuelle

devons déterminer l'étendue de cette capture pour comprendre les faiblesses institutionnelles existantes, mais aussi pour élaborer des stratégies de détection rapide, de prévention et de sanction de ces abus.

Les progrès réalisés au cours des quatre dernières années en matière d'état de droit et de justice sont très bien décrits dans le rapport 2019 de la Commission européenne sur le pays et dans son rapport actualisé sur les progrès accomplis par la Macédoine du Nord dans la poursuite des réformes, publié en mars 2020. La recommandation de la Commission européenne d'ouvrir des négociations d'adhésion a été suivie d'une décision du Conseil de l'Union européenne en juin 2020, qui prévoit une première conférence intergouvernementale entre l'Union européenne et la Macédoine du Nord avant la fin de l'année.

À ce stade, je voudrais réitérer l'appel de la société civile selon lequel les pourparlers d'adhésion doivent commencer dès que possible. Afin de ne pas revenir sur les engagements et les progrès réalisés en matière de réforme et de modernisation de la société dans son ensemble, le gouvernement devrait notamment réaliser une évaluation complète des causes de la «capture de l'État» et

renforcer les capacités de la justice, du ministère public et de la police à lutter, en amont, contre la corruption. Il faudrait mettre fin à l'influence politique. Le parlement devrait nommer des non-professionnels au Conseil judiciaire. Il faudrait une mise en œuvre intégrale, en temps voulu, des procédures de demande d'application de la loi faisant suite à des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Les organismes concernés devraient quant à eux obligatoirement réaliser, en temps voulu, des audits sur l'utilisation du système informatique de gestion des affaires juridiques.

Les modifications récentes de la méthodologie des négociations d'adhésion devraient conférer à l'Union européenne une plus grande marge de manœuvre en cas de recul significatif de l'état de droit dans le pays candidat. L'Union européenne doit donc continuer de faire preuve de volonté politique afin de rendre le futur processus de négociation avec la Macédoine du Nord plus prévisible, évolutif et crédible.

Fani Karanfilova-Panovska
Directrice exécutive
Fondation «Open Society-
Macedonia»

MACÉDOINE DU NORD: BIENS CULTURELS ET ...

La Macédoine du Nord, creuset ethnique au cœur des Balkans, jouit d'un patrimoine artistique, historique et culturel incomparable.

Réputée pour ces célèbres sites religieux, notamment ses églises et ses monastères construits entre le XI^e et le XV^e siècle, elle conserve en son sein d'incroyables fresques et icônes byzantines, des chefs d'œuvre d'un grand raffinement représentatifs de l'école macédonienne de peinture ecclésiastique.

Des perspectives baroques et des vestiges ottomans de Skopje en passant par les canyons et lieux de culte orthodoxes, comme le monastère Saint-Jean Bigorski, la cathédrale Saint-Clément d'Ohrid et l'Église Saint-Panteleimon, nous arrivons aux lacs couleur bleu turquoise du sud du pays. Le célèbre lac Ohrid est un lieu magique, hameau paisible abritant de nombreuses espèces endémiques de la faune et de la flore. Ohrid est l'une des plus anciennes villes d'Europe, ancienne capitale de l'Empire bulgare, et une merveille historique et culturelle inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1979. Elle doit son surnom

de «Jérusalem des Balkans» au fait qu'on pouvait autrefois y trouver 365 églises orthodoxes. Aujourd'hui, ces églises abritent de remarquables témoignages de l'art et de l'architecture byzantine qui doivent être sauvegardés et valorisés lors de la construction de nouveaux bâtiments, notamment en mettant en œuvre des mesures de restauration ciblées pour les édifices historiques.

La cathédrale orthodoxe des saints Cyrille et Méthode, copatrons de l'Europe, se trouve à Tetovo.

Dans la capitale, reconstruite après le terrible tremblement de terre de 1963, vous pouvez admirer le vieux bazar, le plus grand des Balkans, à côté duquel se trouvent le marché et les principales mosquées, notamment celle de Mustafa Pacha, ainsi que la galerie nationale de Macédoine: un ancien hammam transformé en musée en 1948. La maison-mémorial Mère Teresa a une valeur à la fois historique et spirituelle. Elle se situe sur les ruines de l'Église du Sacré cœur de Jésus, où Mère Teresa, prix Nobel de la paix en 1979, a été baptisée et venait souvent prier. La Macédoine du Nord est riche

d'un grand patrimoine artistique, architectural et musical si bien que de célèbres festivals s'y déroulent et accueillent spectacles, musique, théâtre et cinéma. Le Giffoni Macedonia Youth Film Festival a justement récemment eu lieu: un point de rencontre intergénérationnel qui, depuis Skopje, a réuni les passionnées, la culture et les idées, en misant également sur Internet. Il faut se souvenir que les conflits de la fin de l'année dernière dans les Balkans ont malheureusement été caractérisés par la brutalité de la destruction de nombreux biens culturels. Ces derniers ont fait l'objet d'un nettoyage ethnique, dans une volonté de détruire des symboles d'un patrimoine synonyme de l'identité profonde d'un peuple. Dans ce pays où l'identité religieuse coïncide avec l'identité ethnique, la cohabitation est aujourd'hui paisible entre musulmans et orthodoxes, églises et mosquées. L'Église orthodoxe macédonienne (64,8 %) est majoritairement suivie par les Slavo-Macédoniens; l'Islam (33,3 %) est pratiqué en majorité par la population albanaise et les minorités torbèches et turques. L'Église catholique (0,72 %) est fréquentée par les Albanais et compte une dizaine de paroisses, tandis que 1,5 % de la population fait partie d'autres cultes non précisés (Aroumains, Roms).

Cette mosaïque de cultures, d'ethnies et de religions, où l'on parle principalement le macédonien et l'albanais, est enclavée entre la Serbie, l'Albanie, la Grèce et la Bulgarie. Les rapports houleux de la Macédoine du Nord avec ses pays voisins ont été l'un des facteurs



Un moment de la rencontre avec le Président de l'Assemblée de la République de Macédoine du Nord, (la Sobranie), S.E. M. Talat Xhaferi

... INFRASTRUCTURES SUR LA VOIE DE L'UE

l'ayant freinée dans son envol, avec son manque de ressources et la faiblesse de ses infrastructures. Le sujet de l'héritage historique et culturel est aujourd'hui à nouveau évoqué par Sofia alors que ces querelles semblaient avoir été surmontées il y a trois ans, lors de la signature d'un traité d'amitié entre les deux pays. La Bulgarie considère la langue macédonienne comme étant un dialecte bulgare et affirme que Goce Delcev, héros national macédonien, serait en réalité d'ethnicité bulgare.

En 2019, le pays a résolu son différend avec la Grèce en convenant d'adopter le nom de «Macédoine du Nord» puis il a intégré l'OTAN en mars, dans l'espoir de pouvoir faire partie de l'Union européenne en 2025.

Le processus d'élargissement de l'Union aux Balkans a été fortement ralenti par les crises de la COVID-19 et du Brexit. Dans sa communication d'octobre intitulée «Renforcer le processus d'adhésion – Une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux», la Commission valorise les progrès majeurs accomplis dans chaque pays: de l'état de droit à la culture judiciaire, en passant par la lutte anticorruption à la liberté d'expression et au pluralisme des médias. Josep Borell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, a déclaré à ce sujet: «Les citoyens des Balkans occidentaux font partie de l'Europe et nous avons un intérêt commun à aider ces six partenaires à progresser sur la voie de l'adhésion

à l'UE. Avec le plan économique et d'investissement, nous soutenons notre évaluation du paquet "Élargissement" par des mesures qui apportent un soutien profond et fort à la relance économique et aux réformes - pour une région des Balkans occidentaux moderne, plus verte et plus prospère, offrant des services plus performants à ses citoyens sur la voie de l'Union.» Il a continué en indiquant qu'il y aurait une «évaluation rigoureuse» de la transposition de l'acquis communautaire. Olivier Várhelyi, commissaire au voisinage et à l'élargissement, a lui insisté sur la nécessité d'une évaluation «rigoureuse, mais équitable», confirmant les progrès effectués dans les réformes par la Macédoine du Nord, qui a obtenu en mars dernier l'ouverture des négociations tant espérée, et se prépare désormais aux premières conférences intergouvernementales. La situation géographique de la Macédoine du Nord, située au centre de la péninsule balkanique, a contribué dans une large mesure au développement des réseaux de transport et surtout du réseau routier, qui comprend les deux corridors de transport paneuropéen qui se croisent au sein du pays: le corridor VIII est-ouest et le corridor X nord-sud.

Le pays, partenaire stratégique de l'Union dans les domaines de l'immigration et du terrorisme, n'est que moyennement préparé dans le secteur des transports. Un plus fort engagement politique est encore nécessaire afin de réaliser les réformes sectorielles requises, de renforcer les capacités

opérationnelles et administratives des organismes de contrôle ainsi que de développer la capacité de mise en œuvre pour réduire les accidents mortels sur les réseaux routiers et ferroviaires, en adoptant notamment la législation sur les systèmes de transport intelligents (STI) et sur le transport combiné, tout en travaillant à l'élaboration d'un cadre stratégique pour la mise en œuvre des STI et du réseau central.

Le pays devrait tout particulièrement renforcer les capacités opérationnelles et techniques de toutes les institutions de gestion et des parties intéressées qui s'occupent du développement des réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) et d'énergie (RTE-E) et harmoniser son cadre juridique avec le règlement sur le réseau transeuropéen de transport.

Il est crucial que la Macédoine du Nord poursuive son processus de réforme afin de faciliter la circulation des ressources vers des secteurs plus productifs, d'achever les travaux d'infrastructure et la transformation structurelle, en encourageant l'adoption et l'innovation de la technologie, en créant de nouvelles offres d'emploi et en utilisant efficacement sa position stratégique.

Monica Baldi
Italie, PPE-DE (1994-1999)
baldi.monica@email.it

DIALOGUE INTERETHNIQUE ET DROITS DES FEMMES

Grâce à une «visite d'étude» en ligne en Macédoine du Nord effectuée par des représentants de notre association (AAD), nous avons désormais une bien meilleure connaissance et compréhension des problèmes rencontrés actuellement par ce petit pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne. La situation géographique de la Macédoine du Nord et sa composition ethnique diversifiée ont influencé l'histoire, la politique et les droits des femmes dans le pays. Les États qui ont émergé des ruines de l'Empire ottoman au XIXe siècle portent encore les stigmates de leur passé ottoman. Depuis l'éclatement de la Yougoslavie en 1991, la Macédoine du Nord fonctionne comme un État multiethnique indépendant. La plus grande réussite de ce pays est, selon moi, d'être parvenu à fonctionner en tant qu'État unifié réunissant des Macédoniens slaves (64 %), des Albanais (25,2 %), des Turcs (2,7 %) et des Roms (1,8 %) ainsi que des minorités serbes, bosniaques et valaques (d'après le dernier recensement, qui date de 2002). D'après la constitution, tous les citoyens jouissent des mêmes droits et l'État protège et promeut la culture de toutes les communautés. Par ailleurs, les minorités peuvent utiliser leur propre langue dans un contexte officiel dans leur municipalité si elles y représentent au moins 20% de la population. Les députés albanais peuvent quant à eux s'exprimer dans leur langue au parlement. La municipalité de Chouto Orizari, située dans la banlieue de Skopje, a adopté le romani comme langue officielle.

En parallèle, le gouvernement s'est fermement engagé à intégrer les Roms dans la société macédonienne et à améliorer leurs conditions de vie, principalement au moyen de l'éducation. Il convient également de noter que de nombreuses ONG dirigées par des femmes œuvrent à améliorer la vie de la population rom du pays.

Les femmes ont largement contribué au débat politique au cours des 30 années écoulées, à travers des organisations qui ont réalisé un travail majeur pour promouvoir le dialogue international, la réconciliation et la coexistence pacifique des différentes communautés de la Macédoine du Nord. Le mouvement féministe s'est fortement développé au fil des ans, en particulier à la fin des années 1990 et au début des années 2000, et a réussi à réunir des femmes de différents groupes ethniques et confessions, des représentants de partis politiques, des organisations de la société civile et même des militantes individuelles. Il y a eu dans le passé de nombreux heurts entre les groupes ethniques, principalement entre Albanais et Macédoniens slaves, qui ont même fait sept morts en 2012. La montée des mouvements nationalistes entre 2006 et 2017 a ralenti les progrès enregistrés ces années passées en matière de règlement des conflits extérieurs et d'amélioration des relations avec la Grèce et la Bulgarie. Après les élections de 2017 et, plus récemment, celles de juillet 2020 qui ont vu l'arrivée au pouvoir de la coalition proeuropéenne emmenée par Zoran Zaev, les relations internationales se sont améliorées et les tensions entre groupes ethniques

se sont apaisées, en particulier après l'accord de Prespa (de juillet 2018) qui a ouvert à la Macédoine du Nord la perspective d'adhérer à l'OTAN et à l'Union européenne. Le mouvement féministe est en outre parvenu à faire inscrire comme obligation un quota minimal de 40 % de femmes sur les listes électorales locales et législatives, et à faire en sorte que des lois soient adoptées sur la violence domestique, le harcèlement sexuel et la discrimination sur le lieu de travail. Ce mouvement a également défendu le droit à l'avortement et les droits des personnes LGBTQI. Malgré ces avancées, les femmes rencontrent toujours des difficultés à trouver un emploi en Macédoine du Nord, 39 % d'entre elles ayant un emploi contre 61 % des hommes. Par ailleurs, les femmes sont toujours sous-représentées au gouvernement et aux postes de prise de décision: aucun des quatre vice-présidents du gouvernement n'est une femme. On compte seulement 6 femmes maires contre 81 hommes. Des stéréotypes patriarcaux problématiques persistent également, ainsi que des tensions entre ethnies et communautés. C'est pourquoi nous estimons que l'émancipation des femmes et les mesures visant à obtenir une véritable égalité des sexes contribueront à moderniser la Macédoine du Nord et à la rapprocher des valeurs européennes.

Anna Karamanou
Grèce, S&D (1997-2004)
annkaramanou@gmail.com

RENCONTRE AVEC LA JEUNE GÉNÉRATION

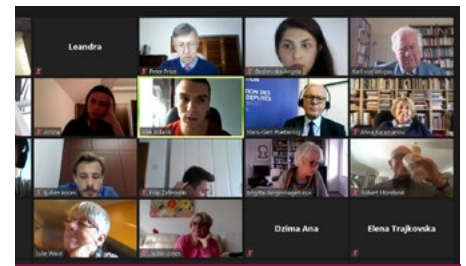
En octobre, au terme d'une visite d'étude virtuelle à Skopje, un groupe d'anciens députés a rencontré via Zoom des étudiants de cinq universités de Macédoine du Nord. Après une brève allocution de M. Hans-Gert Pöttering (président de l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD) et ancien Président du Parlement), la réunion a commencé par une séance de questions-réponses.

Au début, les étudiants étaient quelque peu intimidés et n'osaient pas prendre la parole, mais Jackie Jones, membre de l'AAD et ancienne professeure de droit, a aidé à rompre la glace: elle a demandé aux étudiants de parler d'eux et de leurs études. Nombre d'entre eux sont des étudiants en droit, relations internationales, affaires européennes ou dans d'autres matières connexes. Ils avaient très envie de savoir dans combien de temps la Macédoine du Nord pourrait être membre à part entière de l'Union européenne. Leur génération est déjà passée à côté de nombreuses occasions et il ne fait aucun doute que ces étudiants partagent nos valeurs européennes et ont envie de connaître eux aussi les avantages dont jouissent les étudiants des pays voisins qui ont déjà rejoint l'Union.

En tant qu'ancien membre de la commission de la culture et de l'éducation, j'ai pu revendiquer quelque mérite à avoir contribué à l'élargissement du programme Erasmus+ à un public de jeunes plus large que les seuls étudiants. Les jeunes Macédoniens du Nord peuvent participer à certains volets du programme, mais aussi au nouveau programme Corps

européen de solidarité, centré sur le volontariat.

Sans surprise, le débat a également porté sur des questions liées au conflit historique entre la Macédoine du Nord et ses voisins, la Bulgarie et la Grèce. Nous avons rappelé aux étudiants que la solution au différend du nom, qui opposait le pays à la Grèce, montre que même les problèmes les plus épineux peuvent être résolus grâce à de la volonté politique et que l'Union européenne mettait actuellement les bouchées doubles pour accélérer le processus d'adhésion après le retard d'un an dû au blocage du président Macron lors du sommet du Conseil européen d'octobre 2019. Nous avons souligné que notre visite d'étude était la preuve du nouvel effort politique déployé pour intégrer les derniers pays des Balkans dans la famille européenne, la paix et la stabilité de la région étant synonymes de paix et de sécurité pour tous en Europe. Nous avons eu droit à un débat animé sur ce que signifie être un État membre de l'Union européenne et à des commentaires sur le regrettable départ du Royaume-Uni et la triste régression amorcée par certains États membres, notamment en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes. En ratifiant la convention d'Istanbul, la Macédoine du Nord a fait plus de progrès que certains États membres. Dans le même temps, il y a bien des avancées au niveau législatif en ce qui concerne les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, mais il reste encore beaucoup à faire. Les étudiantes qui participaient à la réunion ont beaucoup apprécié d'entendre parler des femmes



Un moment de la rencontre virtuelle avec les étudiants

politiques fortes.

«Je milite depuis toujours pour les droits des femmes et l'égalité des sexes, alors, quand vous avez évoqué ce point au cours de la réunion sur Zoom, il fallait que je dise quelque chose», m'a écrit plus tard sur Twitter Artina Mustafi, étudiante en droit à Tetovo. «En tant que féministe et musulmane, je reçois beaucoup de messages islamophobes, sexistes et misogynes de la part de personnes qui trouvent absurde de se considérer comme féministe lorsqu'on est musulmane... mais je n'ai jamais cessé de dire que l'Islam est intrinsèquement féministe et je n'aurai de cesse de combattre le racisme, l'homophobie et la xénophobie, même si je vis dans les Balkans et que cela rend les choses un peu plus compliquées en raison de l'étroitesse d'esprit des gens. Je veux tout faire pour aider mon pays à changer pour le mieux. Ensemble, nous sommes plus forts...»

Julie Ward

Royaume-Uni, S&D (2014-2020)
julie4nw@gmail.com
@julie4nw

UN RÊVE POUR UN CITOYEN DE MACÉDOINE DU NORD

Je m'appelle Viola Mahmudi et je suis étudiante en droit.

Tous les citoyens de la République de Macédoine du Nord souhaitent que notre pays rejoigne l'Union européenne.

Si mon pays était membre de l'Union européenne, j'espère avant tout que les salaires augmenteraient, car ils sont très bas. Les coûts de l'électricité, du téléphone et de la nourriture sont si élevés qu'il est impossible pour une famille de vivre normalement avec le salaire minimum.

J'aimerais que davantage d'emplois soient créés et que plus de la moitié des bénéficiaires d'allocations de chômage trouvent du travail pour ne plus devoir dépendre de l'argent ou des faveurs des partis politiques, comme c'est bien souvent le cas en République de Macédoine du Nord. L'un de mes vœux les plus chers serait de voir disparaître la corruption. En effet, dans mon pays, cette pratique gangrène toutes les institutions – hôpitaux, écoles et universités –, qui sont nombreuses

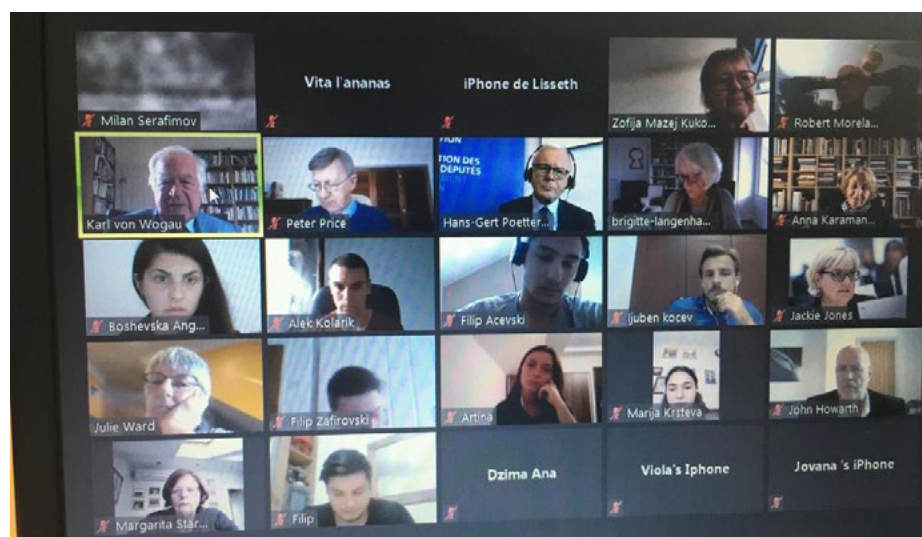
à dépendre du soutien d'un parti politique en particulier.

J'aimerais aussi que les infrastructures soient améliorées. Par exemple, j'aimerais que davantage de personnes utilisent les transports en commun, ce qui améliorerait la qualité de l'air. J'aimerais aussi que des mesures soient prises pour améliorer la situation des personnes ayant des besoins spécifiques, qui sont souvent négligées. Je pense notamment à l'installation de signaux sonores aux passages piétons et de rampes d'accès à l'entrée des bâtiments publics.

La coopération régionale dans les Balkans nécessite encore beaucoup de travail, car il y a encore beaucoup de tensions entre les personnes issues d'ethnies différentes. Je pense malgré tout que cette question se réglera dans un avenir proche, car nous voulons tous vivre en bonne intelligence. Nous avons tous été témoins de guerres et de massacres insensés.

Le dialogue interethnique dans les Balkans ne pourra se faire que le

jour où la corruption et la fraude électorale auront disparu et où les partis politiques et leurs responsables comprendront que le principal objectif, pour eux et pour tout citoyen des Balkans, devrait être de suivre l'exemple des pays de l'Union européenne. Il ne pourra se faire aussi longtemps que nos dirigeants irresponsables continueront à accaparer les richesses, laissant les plus pauvres livrés à eux-mêmes. De nombreux jeunes se retrouvent laissés pour compte et ne voient aucun avenir dans ces pays. Chez nous, même les manifestations d'étudiants sont inutiles. En effet, les enfants de ministres ou de dirigeants réussissent leurs examens sans avoir jamais assisté aux cours, puis occupent les emplois qui auraient dû revenir à d'autres étudiants plus méritants. La situation est la même dans tous les pays des Balkans. D'où ma question: comment une coopération régionale pourra-t-elle voir le jour aussi longtemps que de tels dirigeants seront au pouvoir ?



Viola Mahmudi

Étudiante à l'université de Tetovo
v.mahmudi218050@unite.edu.mk

SI LA MACÉDOINE DU NORD ADHÉRAIT À L'UE ...



Photo de Thiago Rocha sur Unsplash

Qu'attendez-vous de l'éventuelle adhésion de la Macédoine du Nord à l'Union européenne?

J'attends beaucoup de l'accession de la Macédoine du Nord à la communauté stable, sûre, démocratique et prospère qu'est l'Union européenne.

J'aimerais voir une amélioration du niveau de vie en général et un développement économique accru, caractérisé par une croissance du PIB, une hausse des salaires et des pensions, la libre circulation des travailleurs, des biens, des services et des capitaux, une croissance du marché et de la demande intérieurs et des mesures pour une concurrence loyale.

Je pense que l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'Union européenne entraînerait une réforme du système judiciaire du pays, avec des tribunaux impartiaux et justes, qui rendraient des jugements transparents, sans distinction de race, de sexe, de religion, d'orientation sexuelle, d'origine ethnique ou d'âge, et qui contribueraient à réduire les délais de traitement des affaires en cours. J'aimerais également que cette réforme s'accompagne de

la nomination de juges qui ont la formation juridique nécessaire, qui n'ont pas été impliqués dans des activités criminelles par le passé ou dans l'exercice de leurs fonctions, et dont les décisions ne sont pas influencées par un parti ou une opinion politique; en bref, des juges qui répondent aux critères d'habilitation.

Je voudrais une réforme de l'exécutif: le gouvernement nommerait des fonctionnaires qualifiés, ayant les compétences adéquates pour pouvoir diriger leurs ministères.

Cela permettrait au gouvernement d'obtenir des résultats dans tous les domaines d'action de l'exécutif, de l'encadrement politique à la gestion et direction des différents ministères. En outre, l'exécutif devrait veiller tout particulièrement à ce que les ressources soient réparties équitablement et que les ministères obtiennent des avancées institutionnelles et garantissent la capacité du chef de l'État à exercer ses prérogatives en lien avec les différents ministères.

La plupart des droits fondamentaux sont inscrits dans la constitution de la Macédoine du Nord. En cas

d'adhésion de la Macédoine du Nord à l'Union européenne, le pays devra étendre ces droits et les mettre en conformité avec la législation européenne. Par exemple: l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) précise que «nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants», une disposition qui n'est pas pleinement appliquée en Macédoine du Nord; l'article 8 de la CEDH définit le droit au respect de sa vie privée et familiale, droit régulièrement violé en Macédoine du Nord; l'article 9 de la CEDH sur la « liberté de pensée, de conscience et de religion» n'est pas respecté, ce droit est sans cesse bafoué, car la Macédoine du Nord est un pays multiconfessionnel et multiethnique; l'article 10 de la CEDH traite de la liberté d'expression, qui est menacée, en Macédoine du Nord, par un grand nombre de facteurs, notamment politiques, économiques, ethniques et religieux; enfin, l'article 14 de la CEDH traite de l'interdiction de discrimination, une interdiction dont le respect a fluctué au fil du temps en Macédoine du Nord (du pluralisme dans l'ex-Yougoslavie à la situation actuelle), selon que les gouvernements successifs l'ont respectée ou non.

À cet égard, j'estime que la Macédoine du Nord devrait s'employer, de manière cohérente et efficace, à répondre aux critères juridiques de l'Union européenne et accélérer le processus d'adhésion, cruciale pour l'État et ses citoyens.

Artina Mustafi

Étudiante à l'université de Tetovo
a.mustafi219002@unite.edu.mk